

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DIRMC_PRI_ESC_2025 du 5 mai 2025)

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère des Transports

Représentant du maître d'ouvrage (RMO)

M. Le Directeur interdépartemental des Routes Massif Central,
Par arrêté préfectoral n°69-2023-08-21-00012 du 21 août 2023, portant désignation
du pouvoir adjudicateur des marchés de la Direction Interdépartementale des Routes
Massif-Central

Objet du marché

Travaux non programmables d'entretien courant et spécialisé des chaussées du réseau
de la DIRMC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	14
3-3. Variation dans les prix.....	18
3-4. Modalités particulières de paiement.....	20
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	21
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS d'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	21
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	21
4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots.....	21
4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	21
4-4. Autres pénalités.....	22
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	33
5-1. Retenue de garantie.....	33
5-2. Avances.....	33
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	34

6-1. Provenance des matériaux et produits.....	34
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d’emprunt.....	34
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	34
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l’ouvrage.....	34
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	35
7-1. Déclaration d’intention de commencer les travaux.....	35
7-2. Autorisations d’intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	35
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	35
7-4. Piquetage général.....	35
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	36
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX....	36
8-1. Période de préparation – Programme d’exécution des travaux.....	36
8-2. Études d’exécution des ouvrages.....	37
8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d’agrément.....	37
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	37
8-5. Sujétions résultant de l’exploitation du domaine public ou privé.....	40
8-6. Registre de chantier.....	40
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	40
9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	40
9-2. Réception.....	41
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d’ouvrage.....	41
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d’ouvrages.....	41
9-5. Documents fournis après exécution.....	41
9-6. Délai de garantie.....	41
9-7. Garanties particulières.....	41
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	42
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION.....	43
11-1. Le nombre d’heures d’insertion à réaliser.....	43
11-2. Dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	43
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	44

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent :

Les travaux d'entretien spécialisé des chaussées du réseau routier « ETAT » de la Direction Interdépartementale des Routes Massif Central.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble du réseau routier « ETAT » de la DIR Massif Central découpé suivant les lots géographiques décrits ci-après ainsi que des réseaux adjacents des collectivités dans la mesure où la mise en place de déviation a nécessité l'utilisation de ces voiries.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le maître d'ouvrage ou son représentant.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché et de l'engagement budgétaire ;
- La désignation et la nature des travaux ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution des travaux ;
- La durée et la date de commencement de la période de préparation ;
- Le délai d'intervention ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- Les mesures particulières en matière de SPS et le nom et coordonnées du CSPS ;
- Les documents à fournir après exécution.

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

l'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 3 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot n°1	<i>District Centre</i> RN88 de la limite (07)/(48) PR 0+000 à l'A75 vers les Ajustons (48) PR 80+258, RN2102 (43) PR 86+000 à 92+883 RN1088 (48) PR 0+000 à PR 2+932 RN106 (48) PR 23+000 à 78+246 RN2122 (15) PR 37+000 à 49+799
Lot n°2	<i>District Nord</i> A711 (63) PR 1+000 à 6+410 A712 (63) PR 0+000 à 0+1336 RN 89 (63) PR 55+000 à 56+030 A75 de Le Crest (63) PR 10+360 jusqu'à la limite de la Lozère avec le département de l'Aveyron PR 179+412 (48) RN 88 (48) de l'A75 PR 83+793 au giratoire de Romardies PR 80+258
Lot n°3	<i>District Sud</i> A75 (12) du PR 180+000 à 215+318, du PR 215+944 à 219+826, PR 222+456 à 252+701 A75 (34) du PR 253+000 à 330+475 A750 (34) PR 10+000 à 37+1078 RN 109 (34) PR 4+000 à 10+700 RN 2009 (34) PR 66+000 à 81+957

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

- le District Centre de la DIR Massif Central, représenté par le Chef du District ou l'un de ses collaborateurs pour le lot 1 ;
- le District Nord de la DIR Massif Central, représenté par le Chef du District ou l'un de ses collaborateurs pour le lot 2 ;
- le District Sud de la DIR Massif Central, représenté par le Chef du District ou l'un de ses collaborateurs pour le lot 3.

Il est chargé d'une mission comprenant :

Les études d'avant-projet (AVP) ;

Les études de projet (PRO) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement (AOR) » ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par une entreprise désignée au sein du bon de commande.

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8. Autres intervenants

Sans objet.

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central ou toute personne ayant délégation.

1-3.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet..... »

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage. À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code Civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Sans objet.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa (leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses (leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses (leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution de tous les lots comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour

la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, la qualité environnementale des matériaux et les températures de mise en œuvre (voir CCTP).

Ces conditions sont les suivantes :

- La remise d'un NRE (Notice de Respect de l'Environnement) comprenant un SOPRE et un SOSED (ou partie 4 du mémoire technique et environnemental du lot 2)
- L'obligation d'utiliser des véhicules lourds dont la norme minimum est la norme EURO 5

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Le Bordereau des Prix ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) comprenant le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le mémoire spécifique du lot n°2 ;
- Une décomposition du prix forfaitaire n°1.01 du lot n° 2 ;
- Un sous-détail du prix unitaire n° : 2.01 et 3.05 du lot n°2
- les bons de commande émis en cours d'exécution

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la mise en œuvre des plans de prévention ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement prévues dans le SOPRE ;
- En tenant compte de la cession des matériaux rabotés, des dépenses liées à leur tri, à leur évacuation, à leur stockage et recyclage ;
- En tenant compte de la réalisation du contrôle externe ;
- En tenant compte des dispositions prévues dans le Plan d'Assurance Qualité et dans le Plan de Gestion des Déchets ;
- En tenant compte des adaptations demandées par le maître d'œuvre pour tenir compte des conditions d'exploitation aux abords des zones de travaux ;
- En tenant compte des conditions d'exploitation suivantes : travaux réalisés hors circulation par neutralisation de voie ou basculement de chaussée.
- En tenant compte des contraintes particulières d'exploitation sous chantier sur routes à chaussées séparées :
 - Travail en pleine largeur, après fermeture (basculement ou déviation) de la section concernée.

En sus, pour le lot 1 du District Centre :

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de plusieurs prestations, chacune objet d'un bon de commande ;
- En tenant compte des jours hors chantier prévus par le Ministère de la Transition Écologique
- En tenant compte des contraintes particulières d'exploitation sous chantier en agglomération :
 - travail sous alternat de nuit le plus souvent. Spécificité définie dans chaque bon de commande,

- en cas de travaux de jour, l'alternat sera manuel afin de réguler les périodes de congestion dès leur apparition,
- Suite au fraisage, possibilité de laisser le dénivelé transversal maximum de :
 - * 7 cm en cas d'absence de tampon ou d'accès riverain,
 - * 3 cm sinon.
- En tenant compte des contraintes particulières d'exploitation sous chantier sur routes bidirectionnelles hors agglomération :
 - Travail sous alternat de jour le plus souvent. Spécificité définie dans chaque bon de commande,
 - Interdiction de dénivelé longitudinal en axe de la chaussée en fin de journée ; travail sur les 2 demi-chaussées lors de la même journée.
- En tenant compte des contraintes particulières d'exploitation sous chantier imposées lors de travaux aux abords de passage à niveau SNCF (note d'information n°133 éditée par le SETRA en octobre 2009 ;
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - * Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - * La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - * La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
- Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : poste météorologique le plus proche des travaux

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, et par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit, à l'exception de la signalisation au droit de chantiers sur autoroutes et sur routes à 2×2 voies, par dérogation à l'article 31.6 du CCAG.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

3-2.5. Modalités de transmission et de paiement

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RPA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RPA d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé

par le RPA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dû par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte »

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
TP10a	Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
TSH	Travaux de signalisation horizontale

Ces index sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index ;
- Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
Lot 1	TP08	Tous les prix des séries A, B, D, F et G
	TP09	Tous les prix de la série E
	TP10a	Tous les prix de la série C
	TSH	Tous les prix de la série H
Lot 2 et lot 3	TP08	Tous les prix des séries 1, 2, et 4
	TP09	Tous les prix de la série 3

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou**

d'attente.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n - 4 / I_{0-4}$$

I_{0-4} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins quatre mois

I_{n-4} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins quatre mois

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

- Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par

le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

- Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :
 - Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
 - Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
 - Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
 - Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE
 - Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
 - Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
 - Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
 - Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
 - Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ne pourra constituer une modification substantielle du marché,

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS d'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, les pénalités suivantes s'appliquent :

Catégorie de voies	Pénalité par jour calendaire	Pénalité horaire
Autoroute	1 500 €	500 €
Routes à 2 x 2 voies	1 500 €	300 €
Route bidirectionnelle	500 €	100 €

L'application d'une pénalité par jour calendaire ou d'une pénalité horaire dépend du niveau de la précision indiqué au bon de commande. Ainsi, si la date de fin des délais d'exécution précise l'heure de remise sous circulation, en cas de retard les pénalités horaires s'appliquent, sinon, seules les pénalités par jour calendaire seront appliquées.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

À la fin des travaux, dans le délai de 2 jours comptés de la date de la décision de réception pour les autoroutes, et dans le délai de 5 jours comptés de la date de la décision de réception pour les routes à 2 × 2 voies et routes bidirectionnelles, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de :

- 1 000 € pour les autoroutes, routes à 2 × 2 voies
- 500 € pour les routes bidirectionnelles

Si les titulaires des différents lots ont mis en place une organisation commune des installations de chantier et qu'ils ont informé le maître d'œuvre de cette organisation, la pénalité n'est appliquée qu'au titulaire du lot responsable de la gestion des installations de chantier.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution.

4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

4-4.5. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 35 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par document et par semaine de retard, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7. Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, une pénalité journalière d'un montant de 10 000 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités imposées par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant des travaux dévolus au contrevenant et ne peut dépasser 45 000 €. A défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le RPA se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

4-4.8. Pénalités pour imperfections techniques

Le CCTP définit, en fonction de la nature du contrôle technique réalisé, des seuils de non-conformité. Le non-respect de ces seuils donne lieu, en fonction de l'importance de la dérive mesurée par rapport aux seuils de non-conformité, soit à l'application de pénalités, soit à la réfection de l'ouvrage.

Lorsque les résultats du contrôle extérieur entraînent la réfection de l'ouvrage, le titulaire a la possibilité de proposer (sur certains types de contrôle) une action curative, celle-ci devra être validée par la maîtrise d'œuvre et contrôlée après sa mise en œuvre. Le maître d'œuvre indiquera avant validation de la technique de réparation proposée, le niveau des pénalités résiduelles qu'il compte appliquer, en relation avec la pérennité des mesures proposées par l'entreprise.

Dans les cas contraires, la réfection de l'ouvrage est demandée. Pour chaque type de contrôle effectué, une définition du lot est donnée.

Les pénalités sont précisées pour chaque type de contrôle effectué.

Toutes les pénalités et réfections de prix ci-après sont applicables sans mise en demeure préalable et calculées sur la base des résultats du contrôle extérieur. Toutes les réfections de prix ci-après sont cumulables, leur somme ne pouvant cependant pas dépasser cent pour cent (100 %) du prix global (fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre) de l'enrobé non conforme.

Outre l'application de ces pénalités, le maître d'ouvrage peut refuser de payer, et le maître d'œuvre peut faire enlever et transporter à la décharge, les enrobés aux frais du titulaire dans les circonstances telles que :

- bâchage des camions non conforme au CCTP,
- enrobés mis en œuvre à une température inférieure à celle prévue au CCTP,
- résultats des mesures de macro-texture non conformes aux spécifications du CCTP (pour cette imperfection technique, après établissement d'une fiche de non-conformité, le titulaire pourra

proposer des mesures correctives au maître d'œuvre, qui décidera des suites à donner).

Les réfections de prix, les pénalités et réfections seront appliquées aux lots non conformes.

4-4.8.1 Contrôle des performances de la formule d'enrobé

Définition du « lot »:

Le lot correspond à la section de chaussée réalisée à partir de la formulation objet du contrôle. Il s'entend comme la totalité des travaux d'enrobés réalisés par une équipe de travail et livrés par une centrale de fabrication (ou une centrale de fabrication et une centrale de secours le cas échéant) sur une journée (24 heures).

Le maître d'œuvre se réserve le droit de vérifier les études de formulation présentées par le titulaire. La conformité est vérifiée par rapport aux normes en vigueur pour le type de produit considéré, ainsi que par rapport aux spécifications complémentaires éventuelles du marché si celles-ci sont plus contraignantes. La vérification peut porter sur les performances des constituants (granulats, bitume...) ou sur les performances du mélange.

La vérification est faite sur l'initiative du maître d'œuvre, en laboratoire, à partir des prélèvements des constituants effectués par le contrôle extérieur au moment du chantier. Le moment de cette vérification est décidée par le maître d'œuvre qui peut la faire opérer avant le chantier, mais également au cours du chantier ou pendant la période de garantie.

Le non-respect des spécifications donne lieu à la réfection du lot.

Cette réfection comprend l'ensemble des coûts supportés par la maîtrise d'ouvrage et liés à la réfection du lot (notamment la reconstruction des couches de chaussées supérieures, les coûts liés à la mise en œuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication). La maîtrise d'œuvre en fonction de ses contraintes précisera à l'entrepreneur les conditions exactes de déroulement de la réfection (délais d'exécution, chiffrage des différents coûts).

4-4.8.2 Pénalités pour non respect des fuseaux granulométriques

Définition du « lot »:

Le lot correspond à la section de chaussée réalisée à partir de la formulation objet du contrôle. Il s'entend comme la totalité des travaux d'enrobés réalisés par une équipe de travail et livrés par une centrale de fabrication (ou une centrale de fabrication et une centrale de secours le cas échéant) sur une journée (24 heures).

Définition de lots incomplets :

Est considéré comme lot incomplet :

- Toute journée commencée mais interrompue pour diverses raisons, avant que 50 % de la durée définie pour un poste de travail ne soit atteinte. Dans ce cas, le lot incomplet est intégré au lot suivant.
- Toute journée commencée mais interrompue pour diverses raisons, après que 50 % de la durée définie pour un poste de travail ait été atteinte. Dans ce cas, le lot incomplet est considéré comme un nouveau lot.

Les dispositions qui suivent s'appliquent au lot sur toutes les couches du chantier considéré.

La vérification de la conformité des fuseaux granulométriques est effectuée à partir de résultats

issus soit :

- de prélèvement d'échantillon d'enrobé à chaud, à raison d'un par camion maximum ;
- de carottages

l'article 4-5.4.3 du CCTP définit trois zones de qualité en fonction de seuils de qualité de fabrication.

Pour chacun des fuseaux granulométriques définis dans le tableau de l'article 4-5.4.3 du CCTP, si la moyenne des résultats est située:

1 – Dans la zone de qualité correcte : le matériau est jugé conforme

2 – Dans la zone de qualité médiocre : une pénalité est appliquée. Elle correspond à la réfaction de prix suivante :

$$\text{Calcul de la réfaction pour le passant à } 0,063 \text{ mm} = 6x | F - f | \times P \times T$$

où :

F = pourcentage moyen du passant mesuré (exemple F=0,052 si le pourcentage est de 5,2 %)

f = pourcentage de passant à 0,063 mm en limite de la qualité correcte la plus proche

(exemple F=0,04 si le pourcentage est de 4 %)

P = prix unitaire à la tonne d'enrobé (Fabrication, transport et mise en œuvre)

T = nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

$$\text{Calcul de la réfaction pour les passants au tamis } 2\text{mm}, 4\text{mm}, 6,3\text{mm} = 2x | F - f | \times P \times T$$

où :

F = pourcentage moyen du passant mesuré (exemple F=0,052 si le pourcentage est de 5,2 %)

f = pourcentage passant limite de qualité correcte le plus proche (exemple f=0,04 si le pourcentage est de 4 %)

P = prix unitaire à la tonne de fabrication et de fourniture d'enrobé (Fabrication, transport et mise en œuvre)

T = nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

Cette réfaction est applicable à chacun des tamis 2mm, 4mm, 6,3mm et est cumulative.

3 – Dans la zone de qualité mauvaise : une réfection complète du lot au frais de l'entrepreneur est demandée. Cette réfection comprend l'ensemble des coûts supportés par la maîtrise d'ouvrage et liés à la réfection du lot (notamment les coûts liés à la mise en œuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication). La maîtrise d'œuvre en fonction de ses contraintes précisera à l'entrepreneur les conditions exactes de déroulement de la réfection (délais d'exécution, chiffrage des différents coûts).

4-4.8.3 Pénalités pour non respect de la teneur en liant

Définition du « lot »: Identique à celle figurant au 4-4.8.2

Les dispositions qui suivent s'appliquent au lot sur toutes les couches du chantier considéré.

La vérification de la conformité de la teneur en liant est effectuée à partir de résultats issus :

- de prélèvement d'échantillon d'enrobé à chaud, à raison d'un par camion maximum ;
- de carottage.

l'article 4-5.4.3 du CCTP définit trois zones de qualité en fonction de seuils de qualité de fabrication.

Lorsque la moyenne des résultats se situe :

1 – Dans la zone de qualité correcte : le matériau est jugé conforme.

2 – Dans la zone de qualité médiocre : une pénalité est appliquée. Elle correspond à la réfaction de prix suivante :

$$\text{Calcul de la réfaction} = (0,05 + 10 | F - f |) \times P \times T$$

où :

F = la teneur en liant moyenne des essais calculée à 0,01 près, puis arrondie au 0,1 le plus proche (exemple F=0,048 si la teneur en liant est de 4,8 %)

f = la teneur limite de la qualité correcte la plus proche (exemple f=0,052 si la teneur en liant est de 5,2 %)

P = prix unitaire à la tonne d'enrobé (Fabrication, transport et mise en oeuvre)

T = nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle

3 – Dans la zone de qualité mauvaise : Une réfection complète du lot au frais de l'entrepreneur est demandée. Cette réfection comprend l'ensemble des coûts supportés par la maîtrise d'ouvrage et liés à la réfection du lot (notamment les coûts liés à la mise en oeuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication). La maîtrise d'œuvre en fonction de ses contraintes précisera à l'entrepreneur les conditions exactes de déroulement de la réfection (délais d'exécution, chiffrage des différents coûts).

4-4.8.4 Pénalités pour non respect des épaisseurs

Définition du «lot»: Identique à celle figurant au 4-4.8.2

Lorsque les seuils de non-conformité définis à l'article 4-5.4.6 du CCTP sont atteints les dispositions suivantes s'appliquent :

– Non conformité de type 1 :

En cas de non-conformité sur une valeur ponctuelle, une extension de garantie de 5 ans sur une zone de 100 mètres en amont et en aval de la carotte non conforme est demandée à l'entreprise. L'entreprise doit néanmoins apporter la preuve que la non-conformité se limite à une zone localisée.

– Non conformité de type 2 :

Lorsqu'une non-conformité de type 2 portant sur la valeur moyenne du lot est relevée, une pénalité est appliquée. La pénalité correspond à une réfaction de 20 % du coût de fabrication, transport et mise en oeuvre de la couche d'enrobé objet du contrôle.

– Non conformité de type 3 :

Lorsqu'une non-conformité de type 3 portant sur la valeur moyenne du lot est relevée, la réfection de la couche incriminée est demandée.

Cette réfection comprend l'ensemble des coûts supportés par la maîtrise d'ouvrage et liés à la

réfection du lot (notamment les coûts liés à la mise en œuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication). La maîtrise d'œuvre en fonction de ses contraintes précisera à l'entrepreneur les conditions exactes de déroulement de la réfection (délais d'exécution, chiffrage des différents coûts).

Les dispositions définies ci-dessus s'appliquent à toutes les couches du chantier considéré.

4-4.8.5 Pénalités pour non respect de la teneur en vide

Définition du « lot »: Identique à celle figurant au 4-4.8.2

Les dispositions qui suivent s'appliquent au lot sur toutes les couches du chantier considéré. L'article 4-5.4.7 du CCTP précise les résultats attendus, la méthodologie employée lors du contrôle de la teneur en vide in situ et définit quatre situations (cas 1, cas 2, cas 3, cas 4).

Pour chacun de ces cas les modalités suivantes s'appliquent :

- **Cas 1** : les résultats sont conformes.
- **Cas 2** : une pénalité de niveau 1 est appliquée. Elle correspond à la réfaction de prix suivante :

$$= 10 \times (\text{moyenne } | X_i - X |) \times P \times T$$

où :

X_i = valeur individuelle de pourcentage de vides en dehors des spécifications définies à l'article du CCTP. Dans la population des X_i , les 10 % des valeurs les plus mauvaises sont retirées et ne sont pas prises en compte dans la formule

X = valeur de la borne, de l'intervalle toléré, la plus proche de la valeur X_i

Nota : X et X_i sont les valeurs correspondantes aux pourcentages (exemple $X=0,12$ pour 12 %)

P = prix unitaire à la tonne correspondant à la somme des prix unitaires de fournitures, fabrication et mise en œuvre d'enrobé (Fabrication, transport et mise en œuvre)

T = nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

Attention si la réfaction de prix est supérieure ou égale à 50 %, les stipulations du cas 3 définies ci-dessous s'appliquent.

- **Cas 3** : Une réfection complète du lot au frais de l'entrepreneur est demandée. Cette réfection comprend l'ensemble des coûts supportés par la maîtrise d'ouvrage et liés à la réfection du lot (notamment les coûts liés à la mise en œuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication). La maîtrise d'œuvre en fonction de ses contraintes précisera à l'entrepreneur les conditions exactes de déroulement de la réfection (délais d'exécution, chiffrage des différents coûts).
- **Cas 4** : une pénalité est appliquée. Elle correspond à une réfaction de 10 % du coût de fournitures, fabrication et mise en œuvre de la couche d'enrobé objet du contrôle.

4-4.8.6 Pénalités pour défaut d'uni longitudinal

Définition du « lot » : Note technique du 30 septembre 2015 relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier (NOR : DEVT1521100N) : « l'organisation générale du contrôle prévoit de prononcer la réception d'un chantier par découpage de celui-ci en lots de contrôle. Un lot est défini comme une voie de circulation de 1000m de longueur. Le point de départ du premier lot est défini à partir du point de démarrage du chantier. Les lots de contrôle sont

consécutifs sauf dispositions contraires précisées dans le marché. L'extrémité du chantier est incluse dans le dernier lot, lequel a de ce fait une longueur supérieure à 1000m. Pour les chantiers de longueur comprise entre 200m et 1000m, la longueur du lot de contrôle est égale à celle du chantier. »

Rappel : Un lot concerne une voie.

Les spécifications applicables à chacun des lots de contrôle, sont définies dans la note technique du 30 septembre 2015 relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier (NOR : DEVT1521100N).

Le non-respect de ces seuils de spécification donne lieu :

• à l'application de pénalités définies ci-après, lorsque les seuils de réfections définis dans la note technique du 30 septembre 2015 relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier (NOR : DEVT1521100N) sont atteints :

Défaut pénalisant	Pénalités
PO (Petites Ondes)	Réfaction de 10 % des prix liés à la construction de la couche de roulement
MO (Moyennes Ondes)	Réfaction de 5 % des prix liés à la construction de la couche de roulement et de la couche sous-jacente si l'épaisseur de la couche de roulement est inférieure ou égale à 3 cm, et uniquement à la couche de roulement sinon
GO (Grandes Ondes)	Réfaction de 5 % des prix liés à la construction de l'intégralité des couches mises en œuvre.

L'entreprise pourra proposer une solution de mise en conformité des lots concernés adaptée aux défauts relevés en respectant les règles de l'art. Cette proposition fera l'objet d'une validation par le maître d'œuvre. Elle ne pourra être acceptée qu'à condition de vérifier l'ensemble des clauses suivantes :

- ne pas générer d'interface supplémentaire dans la structure,
- ne pas générer d'hétérogénéité prononcée de la surface des revêtements,
- traiter l'intégralité de la largeur de la voie,
- limiter le nombre de joints transversaux, la réalisation de ceux-ci nécessitant un soin particulier,
- apporter un soin particulier au joint longitudinal,

Les travaux de mise en conformité feront l'objet d'une nouvelle réception aux frais du titulaire du marché.

• à la réfection de l'ouvrage lorsque les seuils de réfections définis dans la note technique du 30 septembre 2015 relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier (NOR : DEVT1521100N) sont atteints :

Le titulaire doit faire une proposition de remise en conformité des lots concernés. Cette proposition fera l'objet d'une validation technique par le maître d'œuvre. Elle ne pourra être acceptée qu'à condition de vérifier l'ensemble des clauses suivantes :

- ne pas créer d'interface supplémentaire dans la structure, néanmoins le rechargement pourra être envisagé,
- limiter le nombre de reprises partielles à 2 par lots,
- mettre en œuvre des techniques prévues dans les conditions initiales du marché,
- traiter l'intégralité de la largeur de la voie,

– apporter un soin particulier au joint longitudinal.

Sur la base de la solution technique retenue, le maître d'œuvre fait procéder aux travaux de remise en conformité aux frais du titulaire du marché.

Ces travaux feront l'objet d'une nouvelle réception aux frais du titulaire du marché.

Cette réfection comprend l'ensemble des coûts supportés par la maîtrise d'ouvrage et liés à la réfection du lot (notamment les coûts liés à la mise en œuvre de la signalisation horizontale, les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts éventuels liés à une campagne de communication). La maîtrise d'œuvre en fonction de ses contraintes précisera à l'entrepreneur les conditions exactes de déroulement de la réfection (délais d'exécution, chiffrage des différents coûts).

4-4.8.7 Défauts de macro-texture

Définition du « lot » : Circulaire n°2002-39 du 16 mai 2002 « l'organisation générale du contrôle de la macro-texture prévoit de prononcer la réception d'une section de caractéristiques homogènes par découpage de celle-ci en lots de contrôle définis à partir du point de départ de la section, chaque lot de contrôle ayant une longueur de 500 mètres à 1000 mètres et une largeur égale à celle d'une voie de circulation. La position exacte du point de départ de la section est fixée par le maître d'œuvre.

Les lots de contrôle sont consécutifs sur une voie de circulation, sauf dispositions contraires précisées dans le marché. L'extrémité de la section est incluse dans le dernier lot de contrôle de chaque voie de circulation. Pour un chantier de longueur inférieure à 500 mètres, le lot de contrôle correspond à la longueur du chantier et ce pour chaque voie de circulation.

En cas de non-respect des articles 4-5.4.8 du CCTP, l'entrepreneur propose une solution de remise en conformité du lot considéré qui une fois validée par la maîtrise d'œuvre sera prise en charge par le titulaire du marché. Par la suite de nouveaux essais de vérification seront réalisés afin de vérifier la conformité de la section concernée.

Dans le cas où le traitement proposé fragilise la couche de surface (Hydro-décapage par exemple) une pénalité est appliquée. Elle correspond à une réfaction de 10 % du coût de fournitures, fabrication et mise en œuvre de la couche d'enrobé objet du traitement. Si aucune action corrective ou curative validée par la maîtrise d'œuvre n'a été présentée par le titulaire, la maîtrise d'ouvrage confie la reprise de la couche de surface sur le lot concerné à une autre entreprise aux frais du titulaire.

4-4.8.8 Mauvais collage des couches

Définition du « lot » : identique à celle figurant au 4-4.8.2

Les carottes réalisées pour le contrôle des épaisseurs (art. 4-5.4.6.c du CCTP) permettront de définir des zones où un risque de mauvais collage des couches peut être suspecté. Les dispositions prévues 4-5.4.6.b « contrôles de la couche d'accrochage » seront dans ce cas appliquées, aussi bien pour déterminer la zone à reprendre que les modalités de reprise.

4-4.8.9 Pénalités pour flaches

En cas de non-respect des tolérances de flaches, une pénalité correspondant à une réfaction applicable dans les conditions fixées par le fascicule 27 du CCTG, de cent euros (100 €) par mètre carré correspondant aux flaches est appliquée.

4-4.8.10 Non conformité des résultats du grenailage ou de l'hydro-décapage

Dès lors qu'une seule zone présente des valeurs moyennes de PMT inférieures aux seuils fixés, la zone peut être refusée et l'entrepreneur est alors tenu de procéder à sa réfection dans le délai qui lui est imparti par le maître d'œuvre.

Les non-conformités sont constatées par procédure contradictoire entre le titulaire et le maître d'œuvre et un constat est rédigé.

Le maître d'œuvre peut mettre le titulaire en demeure (par lettre recommandée) de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer la prestation contractuelle, le maître d'œuvre peut y pourvoir aux frais du titulaire.

4-4.9. Non respect du PAQ

Le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière fixée à TROIS CENTS EUROS (300 €) pour chaque non-respect d'une des procédures du PAQ.

4-4.10. Voies publiques non nettoyées

Au cas où les chaussées, sur lesquelles la circulation est maintenue, ne seraient pas nettoyées (présence de liant sur les chaussées adjacentes...), le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière fixée à CINQ CENTS EUROS (500 €).

4-4.11. Non respect des règles d'hygiène et sécurité

En cas de non-respect des règles d'hygiène et sécurité définies dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à CENT CINQUANTE EUROS (150 €).

De plus, le non-respect des règles de sécurité décrites ci-dessous entraîne l'application des pénalités suivantes :

N° de la pénalité	Définition	Montant de la pénalité
P1	Stationnement sans surveillance et sans signalisation dans un endroit pouvant être atteint par un véhicule sortant accidentellement de la chaussée. L'UNITÉ : cinq cents Euros	500 €
P2	Absence de gyrophare(ou de feu à éclats) sur un véhicule ou un engin. L'UNITÉ : quatre cents Euros	400 €
P3	Non fonctionnement (quelle que soit la cause)de gyrophare (ou feu à éclats) sur un véhicule ou un engin au cours d'une évolution autre que la circulation normale dans les voies réservées à cet effet. L'UNITE : quatre cents Euros	400 €
P4	Absence de vêtement de signalisation haute visibilité de classe 3 ou 2 ; l'UNITE : Cinq cents Euros	500 €

P5	Non respect des normes de sécurité sur autoroutes, routes bidirectionnelles, bretelles... l'UNITE : Mille Euros	1 000,00 €
----	---	------------

Ces pénalités, P1 à P5, sont cumulables. Toutefois, chacune ne peut être appliquée au titulaire qu'une fois par journée de travail, par engin, par élément de signalisation et par personne.

4-4.12. Pollution des cours d'eau

Au cas où il procéderait à la vidange d'un engin sur le chantier, une pénalité fixée à MILLE EUROS (1 000,00 €) s'applique ceci indépendamment des mesures ou poursuites qui pourraient être engagées par les services concernés, et des travaux à entreprendre pour réparer les dommages causés, qui restent à la charge du titulaire.

4-4.13. Non respect d'un des engagements du SOPRE ou autres prescriptions environnementales (bruit, poussières)

Une pénalité de MILLE CINQ CENT EUROS (1 500 €) sera appliquée, par clause de SOPRE non respectée ou dépassement des seuils réglementaires en matière de bruit et pollution de l'air.

4-4.14. Atteintes à l'environnement

Définition	Montant de la pénalité
Dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes	10 000 € /site touché
Atteinte à l'environnement ou dégradation réparables	2 000 € /site touché

Ces pénalités s'appliquent indépendamment des mesures ou poursuites qui pourraient être engagées par les services concernés, et des travaux à entreprendre pour réparer les dommages causés, qui restent à la charge du titulaire.

4-4.15. Pénalité pour non respect des Clauses environnementales

Pénalité pour non respect de l'engagement environnemental (norme EURO des véhicules) :

Le titulaire encourt une pénalité de 200 € par véhicule non conforme à son engagement environnemental (norme EURO).

4-4.16. Pénalité pour transmission tardive des documents relatifs à la sous traitance

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché envisage de recourir à un ou plusieurs sous-traitants, il est tenu de transmettre à l'acheteur, dans les délais compatibles avec le calendrier d'exécution du bon de commande, l'ensemble des documents nécessaires à la déclaration de sous-traitance au titre des articles L.2193-4 et R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

En cas de non-respect de cette obligation et à défaut de transmission complète et conforme de ces documents dans un délai de 21 jours calendaires à compter de la demande ou de la notification de l'ordre de service de démarrage, l'acheteur peut constater un manquement

susceptible de retarder le démarrage ou le bon déroulement du marché.

Dans ce cas, et sans préjudice de l'application des pénalités générales pour retard prévues au présent CCAP, il pourra être appliqué une pénalité de 200€/jour de retard.

Cette pénalité s'applique sans mise en demeure préalable, à compter du lendemain de l'expiration du délai précité, et jusqu'à la réception complète des pièces permettant l'instruction de la déclaration de sous-traitance.

Cette disposition n'exonère pas le titulaire du respect de l'ensemble de ses obligations contractuelles ni de sa responsabilité pour les éventuels retards dans l'exécution des travaux liés à l'absence de sous-traitant déclaré ou autorisé.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions urgentes seront effectuées sur simple appel téléphonique, par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE), habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- Délai d'intervention inférieur à 48h

Le délai commence à courir à partir de la validation de la commande par appel téléphonique, télécopie ou courriel. Il est compté en heures/jours de non-intervention.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	Pourcentage d'avance
Lot n°1	30,00 %
Lot n°2	30,00 %
Lot n°3	30,00 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

– Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

– Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à

nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

7-4. Piquetage général

s'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Pour chaque bon de commande, le titulaire fournit :

- Les études d'exécution ;
- Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- Le planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Les dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).

Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre le SOPRE, dans le délai de 7 jours à compter de la notification du bon de commande.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.4532-8 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A – Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

l'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le

coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique sera réalisée, mise en place, entretenue et contrôlée par les services de la Direction Interdépartementale des Routes Massif Central pour les lots district Nord et Sud et pour les zones 2 × 2 voies du centre.

Concernant le District Centre, sur le réseau routier bidirectionnel, la signalisation de chantier est à la charge de l'entrepreneur qui devra présenter pour accord au maître d'œuvre les schémas de signalisation temporaire adaptés à chaque situation. L'entreprise devra se conformer aux directives du gestionnaire.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un vêtement de haute visibilité norme NF EN ISO 20471. Dans le cas contraire il pourra être appliqué la pénalité prévue à l'article 4-4.11 du présent CCAP.

Les véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier doivent être équipés de :

1. – feux spéciaux (normalement 1 ou 2 feux tournants ou à décharge),
2. – bandes de signalisation rouges et blanches (avant, arrière, côtés).

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I-8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

Avant le début des travaux, et pendant tout le déroulement de ceux-ci, le titulaire doit faire

connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation du ou des chantiers.

Ce responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Prescriptions dans le cas de chantiers de nuit :

Les projecteurs éventuellement utilisés par le titulaire pour l'éclairage du chantier seront orientés afin de ne pas éblouir les usagers des voies publiques à proximité.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre

l'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour éviter l'apport de matériaux (gravillons, bitume...) et de boues sur les voies permettant de pénétrer sur les emprises ainsi que sur les chaussées des voies traitées. Si malgré ces précautions, des traces de terre, de bitume ou de débris végétaux subsistent sur les chaussées, les bretelles et chemins d'accès aux emprises, le titulaire sera tenu de nettoyer immédiatement et soigneusement toutes les surfaces souillées et à ses frais.

Les itinéraires de transport des matériaux seront proposés par l'entrepreneur à l'agrément du maître d'œuvre.

Le titulaire est autorisé, sous son entière responsabilité, à laisser stationner, sans surveillance et sans signalisation, ses engins dans les emprises des voies traitées, sous réserve que l'emplacement choisi soit inaccessible par un véhicule sortant accidentellement d'une chaussée (sommet de talus, arrière d'un merlon...).

Tout stationnement ne respectant pas cette condition de sécurité est passible de la pénalité prévue à l'article 4-4.11 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire sera seul responsable des dégradations causées aux voies publiques. En conséquence il supportera seul la charge des contributions ou réparations. Ces dispositions sont également valables pour les chemins ruraux.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- La copie du journal quotidien de chantier de l'entreprise ;

- Un récapitulatif, sous forme de tableau synthétique, comportant le calendrier réel des travaux effectués, leur localisation précise, les quantités mises en œuvre (poids, surfaces, profondeurs, matériaux, ...);
- l'ensemble des résultats du contrôle intérieur.

Les bons de commande précisent les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut

résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 20.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 20.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à l'ensemble des lots. Pour l'exécution des lots, chacun des titulaires devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Lot	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché
Lot n°1	5h d'insertion par tranche de 10 000€ HT de commandes
Lot n°2	5h d'insertion par tranche de 10 000€ HT de commandes
Lot n°3	5h d'insertion par tranche de 10 000€ HT de commandes

Dans l'hypothèse où le montant des commandes annuel est inférieur à 200 000€HT, l'obligation de clause sociale ne s'applique pas.

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Lot 1 :

Maison de l'emploi et de la formation Sud Ardèche	MDEF07	04 75 36 34 30	40 Chemin de la Fontaine de Cheyron 07200 AUBENAS	mdefclause07@territoire-et-competences.com Mathieu Vincent	07200	AUBENAS	mdefclause07@territoire-et-competences.com
---	--------	----------------	--	---	-------	---------	--

Lot 2 :

PLIE Clermont Communauté	CAM	04 43 76 21 83	64 / 66 Avenue de l'Union Soviétique BP 40231 63007 Clermont-Ferrand Cedex	abouafas@clermontmetropole.eu Amina Boufas	63007	CLERMONT-FERRAND Cedex 1	abouafas@clermontmetropole.eu
--------------------------	-----	----------------	---	--	-------	--------------------------	--

Lot 3 :

Florence Grandvalet	Chargée de mission Facilitatrice Clauses sociales et dispositifs de retour à l'emploi Port. 06-77-18-74-37 fgrandvalet@herault.fr

Le titulaire fournit tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

l'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra, chaque année, à cette fin les documents suivants :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-

après :

a) CCAG :

CCAP 1.1	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge à l'article	9.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge à l'article	31.6 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	12.4.4 du CCAG
CCAP 3.2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2 et 19.2.2 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge aux articles	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Préambule du CCTP	déroge à l'article	23.1 du CCAG
-------------------	--------------------	--------------